

RIPOSTE dans les quartiers populaires

Cela fait un moment que les méthodes de la BAC locale posent problème aux habitants de Millau dans l'Aveyron. En juin 2011, certains d'entre eux décident donc de créer un « collectif anti-bac ». Malheureusement un an plus tard, la mort de Nabil, tué le 26 juin par une balle tirée par un baqueux, leur donne tragiquement raison. Début juillet, le collectif organise un rassemblement puis un défilé exigeant la vérité sur la mort de Nabil mais aussi la dissolution de la BAC, la démission du commandant de police et du procureur de Rodez et que la municipalité prenne clairement position (il y a un an le maire PS aurait assuré vouloir demander une enquête sur les méthodes de certains flics mais depuis de l'eau électorale à coulé sous les ponts...)

Le 3 août vers 20h à Barbès, des flics ont voulu interpeller 2 personnes, ils ont le temps de menotter l'une d'entre elle avant qu'une « foule hostile » se forme autour d'eux. Une cinquantaine de personnes se mettent alors à leur jeter tout ce qui leur tombe sous la main : chaises, tables, bouteilles de verre... Leur « extrême agressivité », selon les rapports de police, aura permis aux deux hommes de s'enfuir.

Dans la nuit du 17 au 18 août à Neuilly-sur-Marne, une trentaine de jeunes gens réagissent au contrôle musclé de l'un d'entre eux par des flics partis en « mission de sécurisation ». Des projectiles sont jetés, des insultes fusent. 5 jeunes hommes seront finalement arrêtés.

Le 24 août à Grigny dans l'Essonne, des baqueux interviennent vers 22h30 dans le quartier de la Grande Borne pour « mettre fin à une rixe sur la voie publique » impliquant une vingtaine de personnes. Pensant avoir réglé le conflit, les flics regagnent leur voiture ; ils essuient alors des tirs au fusil de chasse et au mortier de feu d'artifices ainsi que des jets de cocktails molotov. L'occasion pour Valls d'encore rouler des mécaniques depuis

l'université d'été du PS à La Rochelle : « *La gauche doit rétablir l'ordre républicain là où il y a un ordre de la jungle dans ces quartiers* ».

Le 30 août dans le quartier du Châtelet à Rouen, une twingo est projetée contre la façade du bureau de police des Sapins puis incendiée. Ce bureau a déjà été pris pour cible de nombreuses fois ces dernières années (incendies, attaque à la voiture bélier, dépôt d'ordures) mais rien ne change alors pourquoi ça changerait ?

À Amiens, un contrôle routier très agressif

À la mi-août dans les quartiers d'Amiens-Nord (80) de violents affrontements ont opposé une partie de la population aux forces de l'ordre, tirs de chevrotine et de mortier de feu d'artifices, jets de projectiles, 17 policiers sont blessés. Les médias ont largement couvert les événements illustrant le déploiement de force policier et relayant le discours stigmatisant du gouvernement en direction des quartiers populaires et de ses habitants, la logique du bouc émissaire.

Mais ce dont on ne parle quasi jamais c'est qu'à l'origine de la révolte se trouvent les rapports ordinaires avec la police, faits de violence et d'humiliation. Une famille, des amis se rassemblent en mémoire d'un proche disparu, à proximité un contrôle routier agressif crée un attroupement... « *Les policiers nous ont tiré dessus sans rien comprendre* » « *On leur disait "arrêtez, il y a des enfants", ils nous ont dit "vos enfants ont va tous les enterrer"* » témoigne la sœur du défunt. « *Nous ne sommes pas des animaux, donc maintenant il faut rétablir la vérité sur toutes les chaînes de télévision.* » « *La violence qu'il y a eu hier, c'était une de colère pour se faire entendre, parce que nous ne nous faisons jamais entendre.* »

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°111 - septembre 2012

Recevoir ce bulletin par Internet : resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

« La République vous rattrapera »

Meeting du Bourget, 22 janvier, par ce « vous » François Hollande visait les « petits caïds des cités » mais aussi son « véritable adversaire, (qui) n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera jamais élu et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance ». Finalement cet « adversaire » n'a pas à s'inquiéter. Ayrault, devenu premier ministre, l'a rassuré en ouvrant l'université d'été du Medef, état-major capitaliste, (c'est une première pour la gôche) : « nous avons besoin les uns des autres ».

En revanche, l'offensive contre les « petits caïds des cités » a vite commencé, d'abord par les plus vulnérables, les Roms, pourtant munis de papiers impeccables de l'UE. Les bottes des CRS écrasent au petit matin des petits lits d'enfants, les longues queues formées par les familles traînent de misérables poussettes dans les rues. Cet exode, ça vous rappelle quelque chose ? Pourtant silence radio quasi général. Normal : « On a gagné ! »

Les « petits caïds » ? Comme cette famille qui fait sa cérémonie de deuil sous un chapiteau à Amiens ? Les participants sont agressés, gazés, attaqués au flash ball par les CRS qui crient « vos enfants on va tous les enterrer ». Et ceux que la République entend rattraper

osent résister, se révolter, riposter ? Comme à Grigny... Ça, c'est intolérable.

Alors à la poubelle l'autre « promesse » du Président : les tickets anti contrôles au faciès ; des mesures même de façade auraient mis en doute la « respectabilité » des policiers.

Et l'« opposition de gauche » ? À Gennevilliers, la municipalité PC essaye de licencier quatre animateurs parce qu'ils pratiquent le jeûne du Ramadan. Quant à Mélenchon, il traite les émeutiers d'Amiens de « bouffons », de « barbares », de « larbins des capitalistes ». L'apôtre de « l'élection présidentielle insurrectionnelle » (défense de rire), crache son venin : allez-y, tapez sur « eux », nous vous approuvons nous qui aimons comme vous cette République.

La logique du bouc émissaire de Hollande-Medef-Mélenchon et C° s'affirme et devient implacable. Face à la faillite du système, qu'on nous présente comme une simple « crise », la politique raciste d'État à sa propre dynamique et aujourd'hui c'est à la « gôche » d'y adhérer (comme déjà en 2001 avec la LSQ de Jospin, première loi sécuritaire), qui inventait de nouveaux « délits » comme traîner dans les halls d'escalier, monter sans billet dans les trains...). Alors, haro sur les Roms, les Arabes, les Noirs, les sans-papiers. Et sur qui encore demain ?

➤ CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Chasse aux Roms, Hollande dans les bottes de Sarkozy

« Je souhaite que, lorsqu'un campement insalubre est démantelé, des solutions alternatives soient proposées. On ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution. » rupture de ton face au président sortant, promesse électorale du candidat Hollande nous prédisant des expulsions enrobées d'humanité, une politique sécuritaire façon gôche.

Depuis, près de 3 000 Roms ont été expulsés, une série savamment orchestrée pendant l'été, St Etienne, Marseille, Aix-en-Provence, Lyon, Créteil... de la concertation : juste assez pour enfumer ; des solutions de relogement : faut pas rêver. Le 21

➤ août à Lyon, une 40aine de personnes, enfants dans les bras, sont expulsées de leur lieu d'habitation. Pas besoin de décision de justice, un incident électrique survenu le matin devient le prétexte pour la municipalité PS à un arrêté municipal de péril. Les Roms sont promptement dégagés, sous l'orage. Le commerce du rez-de-chaussée peut rester, sûrement que dans cette logique leurs papiers français leur éviteront l'électrocution. Après plusieurs nuits dehors, les familles retrouvent un immeuble vide où s'abriter, le 26 août le bras armé de la république les expulse à nouveau...

Bas les masques, les exemples se multiplient, la gôche frappe un grand coup et veut le faire savoir, rien à envier à Sarkozy, et le discours sécuritaire de Valls à l'université d'été du PS est ovationné.

➤ Un triste anniversaire

Voilà 100 ans, le 16 juillet, était instauré le « carnet de circulation » pour les « gens du voyage » de nationalité française : dès 16 ans son détenteur doit se présenter dans un commissariat tous les trois mois, pour voter il doit faire la preuve de son rattachement à une même municipalité pendant au minimum trois années consécutives... l'obligation de ce carnet souligne le caractère raciste de cette mesure.

« La frontière tue »

Samedi 7 juillet, un homme soudanais de 28 ans est mort dans le centre-ville de Calais. La police a refusé catégoriquement à la famille et aux proches l'accès au corps, et de rechercher les causes de la mort. Pas d'enquête ni d'autopsie donc, la police se contentant d'une version bien commode : l'homme aurait volé un téléphone et aurait été poursuivi par un ami de la supposée victime, il serait alors tombé à l'eau et se serait noyé. En décembre 2011 déjà, la police avait opposé le même refus aux amis d'Ismaël retrouvé mort au bas d'un pont et avait conclu sans preuve, au suicide. Mais pour ceux qui se préoccupent du sort des migrants la vérité est tout autre : « Nous avons vu maintes fois la police chasser les migrant-es des ponts vers les canaux, vers le port. Les balles et les bâtons ne sont pas les seuls moyens de tuer les gens. Une chute d'un

pont peut tout aussi bien tuer. Les coups répétés et la faim peuvent tout aussi bien tuer. Les années de peur et de frustration et d'humiliation peuvent tout aussi bien tuer. Ce sont ces morts qui gardent à l'abri des étranger-es le butin pillé par l'Europe ».

Un bébé « sans-papier » meurt à Mayotte

La gôche dans sa grande générosité a décidé que les familles sans-papiers ne seront plus systématiquement placées en centre de rétention, « seulement » assignées à résidence. Mais cette circulaire n'est pas valable à Mayotte, pourtant département français. Normal, l'île est une colonie barbouillée en bleu-blanc-rouge. Le 17 août une jeune mère de 17 ans débarque sur l'île. Après un « tri sanitaire » (ça ne vous pas froid dans le dos ?) elle et son bébé de deux mois sont déclarés « aptes » au centre de rétention. Le lendemain le bébé, déjà malade, sans soins, meurt. 7 000 demandeurs d'asile noyés en mer en 17 ans, dans l'indifférence générale, dans l'un des plus vastes cimetières marins du monde.

Triste bilan de l'été : 3 personnes mortes d'avoir croisé la police

Nuit du 17 au 18 juillet au Perreux-sur-Marne (val de Marne), il est 2 heures du matin, des flics en patrouille repèrent 3 hommes qui leur semblent suspects. Ils se précipitent, mais ne parviennent à en interpeller qu'un seul. Les deux autres sautent dans l'eau de la Marne qui coule tout prêt. Un policier se jette à son tour à l'eau mais seul l'un des deux hommes sortira de l'eau ; le second qui avait 35 ans est mort noyé d'avoir voulu fuir la police.

La nuit du 17 août a été fatale à Abdelghani O., 17 ans, habitant du quartier du Château de Vergnes à Clermont-Ferrand. Il a perdu la vie suite à une course poursuite avec la police qui aurait provoqué un accident. La famille choquée et endeuillée ne souhaite qu'une chose, la vérité.

Samedi 25 août, dans le petit village de Wissignicourt près d'Anizy-le-Château un jeune homme de 25 ans participe à une fête de famille. Une bagarre se déclenche, certains invités décident d'appeler les gendarmes. Le jeune homme est mort au cours de son interpellation.

➤ La prison tue

Le 14 août, un homme de 23 ans s'est donné la mort à la Maison d'arrêt de Béthune. Depuis début 2012, il est la 57^{ème} personne décédée en détention, suicide ou mort suspecte connue. Source prison.eu.org

Y a pas qu'à la plage que ça chauffe !

Depuis plusieurs mois, des prisonniers du centre de détention de Roanne (42) font sortir de derrière les murs des témoignages, revendications, appels à la lutte... relayés entre autres par l'émission radio Papillon (en direct sur Radio Dio, 89.5FM à saint-étienne, le 1er dimanche du mois, de 17h30 à 19h, rediffusion le 3ème mardi du mois à 20h sur Radio Canut 102.2FM à Lyon), et par le site internet Le Numéro Zéro (lenumerozero.lautre.net). Le 4 juillet, quatre détenus refusent de remonter de promenade pour protester notamment contre la récente modification des horaires, qui chamboule et restreint l'accès à la promenade. Sans aucune discussion, des surveillants sur-armés les chargent et ils sont placés au mitard. Une émission de radio revient spécialement sur ces événements et sur les luttes contre toutes les prisons, disponible en ligne :

http://emissionsradio.rebellyon.info/papillon/Papillon_2012-08-12.mp3



Procès Sonja et Christian

Une manif de soutien est organisée le 21 septembre à Francfort pour le début du procès de Sonja et Christian extradés en Allemagne et poursuivis pour des actions contre le nucléaire. RDV devant le tribunal de Francfort dès 8h. <https://solizorn.wordpress.com/>

Lyon sous surveillance Réalisation, à Lyon d'un site de cartographie collaborative de la vidéo-surveillance. <http://lyon.sous-surveillance.net>

La campagne du CREA continue À Toulouse les expulsions se multiplient : « le 28 août 2012, l'État a expulsé le centre social autogéré et ses 40 habitants du 70 allée des Demoiselles. Le capitalisme et l'État ne nous laissent pas le choix, il faut s'organiser par nous-mêmes. Un nouveau Centre a vu le jour au 22 rue Demouilles à Toulouse. Nous avons besoin de soutien immédiat ! » Extrait du communiqué du Collectif pour la Réquisition, l'Entraide et l'Autogestion (CREA). Infos : <http://creatoulouse.squat.net/>

➤ SUR LE VIF - Lyon : abus de pouvoir d'un policier et garde-à-vue abusive

Le 14 août une mère et sa fille font leur course dans un supermarché de l'agglomération lyonnaise. Une femme les bouscule, s'en suivent quelques explications. Un peu plus tard elles se recroisent, cette fois la femme est accompagnée de son mari, très énervé...

« Plusieurs hommes font barrage à l'homme pour qu'il ne frappe pas ma fille. » [...] « Ma fille et moi décidons de partir afin de calmer le jeu. » Encore plus tard l'homme revient à la charge. Les deux femmes effrayées décident de quitter le supermarché, les vigiles à leurs basques, elles rejoignent leur voiture. « Arrive un véhicule de la sécurité du supermarché qui se met devant ma voiture afin de nous bloquer [...] ils ont reçu l'ordre de nous garder là. L'homme qui vient de nous insulter et qui voulait nous frapper vient d'appeler ses collègues policiers. »

Retenue arbitrairement par cinq vigiles et bientôt huit policiers, la fille agressée finira en garde-à-vue, accusée de violence avec arme.

L'intégralité du témoignage sur <http://resistons.lautre.net/spip.php?article503>